

# COMMUNE DE VELLERON



## ARRÊTE MUNICIPAL 2026-075 Rue barrée – Interdiction de circuler

**Le Maire de VELLERON (Vaucluse),**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-6,  
Vu l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,  
Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-12,  
Vu le Code Pénal, notamment son article R.610-5,  
Vu le décret n°60-226 du 19 février 1960, relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement dans les agglomérations et les textes pris pour son application,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,  
Vu la demande en date du 30/03/2026 par la société MIDI TRAVAUX représentée par M. GROS Cyril domiciliée 4900, Chemin des Châteaux – 84300 CAVAILLON,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes : Interdiction de circuler, à compter du **30/03/2026 et pour une durée de 15 jours, lors des travaux de création de branchements AEP**, dans les lieux suivants :

➤ **Chemin des Capelets**

Les travaux seront réalisés par la société MIDI TRAVAUX représentée par M. GROS Cyril.

### **ARRÊTE :**

**Article 1** : A compter du **30/03/2026 et pour une durée de 15 jours, lors des travaux de création de branchements AEP**, il sera interdit de circuler dans la zone des travaux.

**Article 2** : A l'approche du chantier, ainsi que sur le chantier lui-même, la signalisation réglementaire ainsi que les barrières seront mises en place par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

**Article 3** : L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords. Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

**Article 4** : Ce présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il sera également affiché à chaque extrémité du chantier.

**Article 5** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Conformément à l'article 417-10 du code de la route et à la délibération N°4 du 07/07/2016 du Conseil Municipal tout stationnement qualifié de gênant sera soumis à enlèvement par la fourrière.

**Article 6** : La Police Municipale de Velleron et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code des collectivités territoriales.

**Article 7** : Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

L'ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune,
- La Police Municipale,
- Les Services Techniques de la commune,
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines,
- MIDI TRAVAUX ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 13/03/2026.

Le Maire,

Philippe ARMENGOL.

